

CONVENTION COMMUNALE DE COORDINATION DE LA POLICE MUNICIPALE DE SISTERON ET DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Entre, d'une part, M. Marc CHAPPUIS, préfet des Alpes-de-Haute-Provence ;

Et, d'autre part, M. Daniel SPAGNOU, maire de la commune de Sisteron ;

Après avis de M. Antoine PESME, procureur de la République près le tribunal judiciaire de Digne-les-Bains ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

La police municipale et la gendarmerie nationale ont vocation, dans le respect de leurs compétences respectives, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune de Sisteron.

En aucun cas il ne peut être confié à la police municipale de mission de maintien de l'ordre.

La présente convention, établie conformément aux dispositions de l'article L. 512-4 du code de la sécurité intérieure, précise la nature et les lieux des interventions des agents de police municipale de Sisteron. Elle détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles de la gendarmerie nationale.

Pour l'application de la présente convention, le responsable de la gendarmerie nationale est le commandant de la communauté de brigades territoriale de Sisteron.

Article 1^{er}

L'état des lieux établi à partir du diagnostic local de sécurité réalisé par la gendarmerie nationale, avec le concours de la commune de Sisteron le cas échéant : dans le cadre du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance, fait apparaître les besoins et priorités suivants :

1. Sécurité routière ;
2. Prévention de la violence dans les transports ;
3. Lutte contre la toxicomanie ;
4. Prévention des violences scolaires ;
5. Protection des centres commerciaux ;
6. Lutte contre les pollutions et nuisances ;
7. Protection des zones d'activités commerciales ;
8. Lutte contre les pollutions et nuisances ;
9. Optimisation de l'outil de vidéo protection

TITRE I^{ER} : COORDINATION DES SERVICES

Chapitre I^{er} : Nature et lieux des interventions

Article 2

La police municipale assure la garde statique des bâtiments communaux.

Article 3

I. La police municipale assure, à titre principal, la surveillance des établissements scolaires suivants, en particulier lors des entrées et sorties des élèves :

- École maternelle Jean Andrieu située : 5 Place René Cassin
- École élémentaire de Verdun située : Allée de Verdun
- École maternelle et élémentaire des Plantiers située : Avenue Jean des Figes
- École primaire de la Baume située : Chemin de la Baume
- École maternelle et élémentaire Edouard de la Plane situé : Avenue Saint Dominin
- Collège et lycée Paul Arène situé : Quartier de Beaulieu

Cette mission de surveillance pourra être effectué par des vacataires placés sous l'autorité du Maire.

II. La police municipale assure également, à titre principal, la surveillance des points de ramassage scolaire suivants :

A raison de deux fois par semaine, les ramassages scolaires de la cité scolaire Paul Arène.

Article 4

La police municipale assure, à titre principal, la surveillance des foires et marchés, en particulier :

- Le Marché situé Place de l'horloge le mercredi et le samedi.
- Les foires à la brocante et artisanales en saison estivale.
- Les cérémonies patriotiques.
- La fête nationale du 14 juillet.
- Festival des nuits de la citadelle.
- Fêtes des Vikings.
- Passage du fort
- La foire exposition du mois d'octobre située place de la République, Place Général De Gaulle et Allée de Verdun.

Ainsi que la surveillance des cérémonies, fêtes et réjouissances organisées par la commune de Sisteron.

Article 5

La surveillance des autres manifestations, notamment des manifestations sportives, récréatives ou culturelles nécessitant ou non service d'ordre à la charge de l'organisateur est assurée, dans les conditions définies préalablement par le responsable de la gendarmerie nationale et le responsable de la police municipale, soit par la police municipale, soit par la gendarmerie nationale, soit en commun dans le respect des compétences de chaque service.

Article 6

La police municipale assure la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules sur les voies publiques et parcs de stationnement dont la liste est précisée lors des réunions périodiques prévues à l'article 10. Elle surveille les opérations d'enlèvement des véhicules, notamment les mises en fourrière, effectuées en application de l'article L. 325-2 du code de la route sous l'autorité de l'officier de police judiciaire compétent ou du responsable de la police municipale.

Article 7

La police municipale informe au préalable la gendarmerie nationale des opérations de contrôle routier et de constatation d'infractions qu'elle assure dans le cadre de ses compétences.

Article 8

Sans exclusivité, la police municipale assure plus particulièrement les missions de surveillance des secteurs suivants :

- Le centre-ville
- Les résidences secondaires et les lotissements notamment en période estivale pendant les vacances des habitants.
Au cours de cette période la police municipale peut mettre en place des « Opérations Tranquillité Vacances ».
- Sur initiative, la zone commerciale située au nord de Sisteron de jour comme de nuit ainsi que le parc d'activité situé dans la même zone.
- Selon les effectifs de la police municipale des patrouilles de nuit peuvent être mises en place en tant que de besoin. Monsieur le Chef de poste de la police municipale informe Monsieur le commandant de la communauté de brigades de Sisteron de l'activation de ces patrouilles.

Article 9

Toute modification des conditions d'exercice des missions prévues aux articles 2 à 8 de la présente convention fait l'objet d'une concertation entre le préfet des Alpes-de-Haute-Provence et le maire de la commune de Sisteron dans le délai nécessaire à l'adaptation des dispositifs de chacun des deux services.

Chapitre II : Modalités de la coordination

Article 10

Le responsable de la gendarmerie nationale et le responsable de la police municipale ou leurs représentants se réunissent périodiquement pour échanger toutes informations utiles relatives à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics dans la commune de Sisteron en vue de l'organisation matérielle des missions prévues par la présente convention. L'ordre du jour de ces réunions est adressé au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Digne-les-Bains qui y participe ou s'y fait représenter s'il l'estime nécessaire. Lors de ces réunions, il sera systématiquement fait un état des résultats enregistrés en matière de sécurité routière.

Ces réunions sont organisées :

- A chaque fois, que le commandant de la communauté de brigades de gendarmerie de Sisteron ou le responsable de la police municipale le souhaite.

Monsieur le préfet des Alpes-de-Haute-Provence et Monsieur le maire de la commune de Sisteron sont informés de la tenue de ces réunions. Ils font inscrire à l'ordre du jour tout point qu'ils estiment pertinent et participent ou se font représenter s'ils l'estiment nécessaire.

Article 11

Le responsable de la gendarmerie nationale et le responsable de la police municipale s'informent mutuellement des modalités pratiques des missions respectivement assurées par les militaires de la gendarmerie nationale et les agents de police municipale, pour assurer la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire de la commune de Sisteron.

Le responsable de la police municipale informe le responsable de la gendarmerie nationale du nombre d'agents de police municipale affectés aux missions de la police municipale le cas échéant : et du nombre des agents armés et du type des armes portées.

La police municipale donne toutes informations à la gendarmerie nationale sur tout fait dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre public et qui a été observé dans l'exercice de ses missions.

Le responsable de la gendarmerie nationale et le responsable de la police municipale peuvent décider que des missions pourront être effectuées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable de la gendarmerie nationale ou de son représentant. Le maire de la commune de Sisteron en est systématiquement informé.

Article 12

Dans le respect des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la gendarmerie nationale et la police municipale échangent les informations dont elles disposent sur les personnes signalées disparues et sur les véhicules volés susceptibles d'être identifiés sur le territoire de la commune. En cas d'identification par ses agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule volé, la police municipale en informe la gendarmerie nationale.

Article 13

Pour pouvoir exercer les missions prévues par les articles 21-2 et 78-6 du code de procédure pénale ainsi que celles concernant la sécurité routière, notamment celles relatives aux vérifications des droits à conduire, à la conduite sous l'influence de l'alcool ou de stupéfiants ou encore aux vérifications liées à la personne ou au véhicule prévues par les articles L. 221-2, L. 223-5, L. 224-16, L. 224-17, L. 224-18, L. 231-2, L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1 à L. 234-9 et L. 235-2 du code de la route, les agents de police municipale de Sisteron doivent pouvoir joindre à tout moment un officier de police judiciaire territorialement compétent.

À cette fin le responsable de la gendarmerie nationale et le responsable de la police municipale précisent les moyens par lesquels ils doivent pouvoir communiquer entre eux en toutes circonstances.

Article 14

Les communications entre la police municipale de Sisteron et la gendarmerie nationale pour l'accomplissement de leurs missions respectives se font par une ligne téléphonique réservée ou par une liaison radiophonique, dans des conditions définies d'un commun accord par leurs responsables.

TITRE II : COOPERATION OPERATIONNELLE RENFORCEE

Article 15

Monsieur le préfet des Alpes-de-Haute-Provence et le maire de la commune de Sisteron conviennent de renforcer la coopération opérationnelle entre la police municipale de Sisteron et la gendarmerie nationale.

Article 16

En conséquence, la gendarmerie nationale et la police municipale de Sisteron amplifient leur coopération dans les domaines :

1. Du partage d'informations sur les moyens disponibles en temps réel et leurs modalités d'engagement ou de mise à disposition, par téléphone ; par radio ou par mail.
2. De l'information quotidienne et réciproque, par les moyens suivants ;
Elles veilleront ainsi à la transmission réciproque des données ainsi que des éléments de contexte concourant à l'amélioration du service dans le strict respect de leurs prérogatives, de leurs missions propres et des règles qui encadrent la communication des données, notamment le secret des enquêtes posé par l'article 11 du code de procédure pénale ; dans ce cadre, elles partageront les informations utiles, notamment en matière d'accidentalité et de sécurité routière ainsi que dans les domaines suivants ;

Lutte contre les cambriolages, lutte contre la toxicomanie, prévention des violences intra-familiales et scolaires, protection des zones d'activités commerciales, lutte contre les pollutions et nuisances.

3. De la communication opérationnelle, par le prêt exceptionnel de matériel radio permettant l'accueil de la police municipale de Sisteron sur le réseau radio de l'État afin d'échanger des informations opérationnelles au moyen d'une communication individuelle ou d'une conférence commune, par le partage d'un autre canal commun dédiée permettant également la transmission d'un appel d'urgence (ce dernier étant alors géré par la gendarmerie nationale) ou tout autre moyen technique (internet). Le renforcement de la communication opérationnelle implique également la retransmission immédiate des sollicitations adressées à la police municipale de Sisteron dépassant ses prérogatives. De même, la participation de la police municipale de Sisteron à un poste de commandement commun en cas de crise ou de gestion de grand évènement peut être envisagée par Monsieur le préfet des Alpes-de-Haute-Provence. Le prêt de matériel fait l'objet d'une mention expresse qui prévoit notamment les conditions et les modalités de contrôle de son utilisation.

Ces conditions seront définies entre le commandant de la communauté de brigades de gendarmerie et le chef de la police municipale de Sisteron. La communication opérationnelle se fait au niveau local au moyen de radio numérique possédant une fréquence police municipale une fréquence gendarmerie permettant aux deux services de pouvoir travailler de façon autonome ou conjointement. Ces bascules de fréquence pourront se faire autant que de besoin pour la bonne marche des interventions en cours. Les radios sont fournies par la commune de Sisteron.

4. De la vidéoprotection, par la rédaction des modalités d'intervention consécutives à la saisine de la gendarmerie nationale par le centre de visionnage communal et d'accès aux images dans un document annexé à la présente convention.

Conformément aux dispositions de l'article 21 al. 2 du Code de Procédure Pénale.

5. Des missions menées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable de la gendarmerie nationale ou de son représentant, mentionnées à l'article 11, par la définition préalable des modalités concrètes d'engagement de ces missions.

Dans le respect des prescriptions du livre 5 du code de sécurité Intérieure.

6. De la prévention des violences urbaines et de la coordination des actions en situation de crise.
7. De la sécurité routière, par l'élaboration conjointe d'actions de prévention en direction de publics considérés comme vulnérables et d'une stratégie locale de contrôle, dans le respect des instructions du préfet des Alpes-de-Haute-Provence et du procureur de la République près le tribunal judiciaire de Digne-les-Bains ; elles peuvent utilement s'appuyer sur les ressources de l'observatoire départemental de sécurité routière ; la stratégie de contrôle intègre pleinement les nouvelles capacités de contrôle offertes aux polices municipales par l'accès au système d'immatriculation des véhicules et au système national des permis de conduire, ainsi que les évolutions législatives permettant une coopération renforcée dans le domaine de la lutte contre l'insécurité routière. Les dispositifs de vidéoprotection peuvent également participer à la lutte contre l'insécurité routière par la mise en œuvre des dispositions du 4° de l'article L. 251-2 du code de la sécurité intérieure et de ses textes d'application.
Cette stratégie de contrôle s'attache également à définir de manière conjointe les besoins et les réponses à apporter en matière de fourrière automobile, notamment au regard des dispositions du code de la route permettant le contrôle du permis de conduire et de l'attestation d'assurance des véhicules ainsi que leur immobilisation et mise en fourrière à la suite d'infractions pour lesquelles la peine complémentaire de confiscation du véhicule est encourue.
Conformément à la passation de marché à bon de commande pour exercer l'activité d'enlèvement, de transport et de mises en fourrières. Celle-ci seront réalisées par le garage AUDIBERT situé 54 Avenue de Provence 05300 LARAGNE.
8. De la prévention, par la précision du rôle de chaque service dans les opérations destinées à assurer la tranquillité pendant les périodes de vacances, à lutter contre les hold-up, à protéger les personnes vulnérables, ou dans les relations avec les partenaires, notamment les bailleurs.
La police municipale devra obtenir l'autorisation permanente d'accès aux parties communes des immeubles collectifs conformément à l'article L.126.3 du code de la construction et de l'habitation.
9. De l'encadrement des manifestations sur la voie publique ou dans l'espace public, hors missions de maintien de l'ordre.

Sous le contrôle de Monsieur le commandant de la communauté de brigades de Sisteron.

Article 17

Compte tenu du diagnostic local de sécurité et des compétences respectives de la gendarmerie nationale et de la police municipale, Monsieur le maire de Sisteron précise qu'il souhaite renforcer l'action de la police municipale par les moyens suivants : unité cycliste (vélos électriques).

Article 18

La mise en œuvre de la coopération opérationnelle définie en application du présent titre implique l'organisation des formations suivantes au profit de la police municipale :

Participation aux séances d'instruction de la brigade de Sisteron selon les thèmes abordés gel des lieux et préservation des indices, techniques d'intervention professionnelle (arrestation, contrôle de véhicule...) Analyse et transmission du renseignement opérationnel, cyber-prévention et participation aux exercices organisés sur la commune de Sisteron.

Le prêt de locaux et de matériel, comme l'intervention de formateurs issus de la gendarmerie nationale qui en résulte, s'effectue dans le cadre du protocole national signé le 8 mars 2022 par le ministre de l'Intérieur et le président du Centre national de la fonction publique territoriale.

TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 19

Un rapport périodique est établi, au moins une fois par an, selon des modalités fixées d'un commun accord par le préfet des Alpes-de-Haute-Provence et le maire de la commune de Sisteron, sur les conditions de mise en œuvre de la présente convention.

Ce rapport est communiqué au préfet des Alpes-de-Haute-Provence, au maire de la commune de Sisteron et au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Digne-les-Bains.

Article 20

La présente convention et son application font l'objet d'une évaluation annuelle au cours d'une réunion du comité restreint du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance ou à défaut de réunion de celui-ci et si la convention ne comprend pas de dispositions relevant du titre II (coopération opérationnelle renforcée), lors d'une rencontre entre le préfet des Alpes-de-Haute-Provence et le maire de la commune de Sisteron.

Le procureur de la République près le tribunal judiciaire de Digne-les-Bains est informé de cette réunion et y participe-s'il le juge nécessaire.

Article 21

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par reconduction expresse. Elle peut être dénoncée après un préavis de six mois par l'une ou l'autre des parties.

Article 22

Afin de veiller à la pleine application de la présente convention, le maire de la commune de Sisteron et le préfet des Alpes-de-Haute-Provence conviennent que sa mise en œuvre sera examinée par une mission d'évaluation associant l'inspection générale de l'administration du ministère de l'Intérieur, selon des modalités précisées en liaison avec l'Association des maires de France.

Fait à : Sisteron

Le :

Le Préfet
des Alpes-de-Haute-Provence,

Le Procureur de la République
près le tribunal judiciaire
de Digne-les-Bains,

Le Maire de la commune
de Sisteron

Marc CHAPPUIS

Antoine PESME

Daniel SPAGNOU